



Liban: investissement direct étranger et présence française

10 juin 2006

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) au Liban ont progressé très rapidement entre 1990, fin de la guerre civile, et 2004, année où ils ont atteint près de 288 millions USD.

Après avoir atteint le record historique de 358 millions USD en 2003, les IDE entrants au Liban ont cependant enregistré une baisse d'environ 20% en 2004.

Bien que se voulant être un pays attractif et ouvert, susceptible d'offrir de réelles opportunités d'investissement, le Liban n'a accueilli jusqu'à présent qu'un flux restreint d'investissements directs étrangers (IDE) qui ne joue encore qu'un rôle marginal dans les grands équilibres financiers du pays. Pour autant exceptions faites des années 2001 et 2002 durant lesquelles les investisseurs étrangers sont restés très prudents en raison notamment de la dégradation de la situation régionale, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) au Liban ont progressé très rapidement entre 1990, fin de la guerre civile, et 2004, année où ils ont atteint près de 288 millions USD. La France reste, hors pays arabes, un des principaux investisseurs au pays des cèdres.

I - Position du Liban comme pays d'accueil des investissements internationaux et comme pays investisseur

Aucune administration libanaise ne produit encore de statistique sur les flux ou stocks d'IDE au Liban ou libanais à l'étranger, ni sur leur répartition sectorielle ou leur provenance géographique. Seuls les chiffres issus du rapport sur l'investissement dans le monde, publié chaque année par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), permettent d'apprécier l'ordre de grandeur des flux d'IDE entrants au Liban.

Ces estimations de la CNUCED mettent en évidence, que durant toute la période de la reconstruction, à l'issue d'une guerre de plus de 15 ans achevée en 1990, les flux annuels d'IDE entrants au Liban ont enregistré une progression constante qui s'est fortement accélérée à compter de 1995. D'un montant moyen de l'ordre de 9 millions USD l'an durant la période 1985-1995, le flux annuel d'IDE entrants s'élevait à quelques 200 millions USD en 1998 et atteignait 297,8 millions USD en 2000.

Accompagnant la dégradation de la situation régionale, ces flux d'IDE entrants ont été ramenés à 249 millions USD en 2001 et 257 millions USD en 2002. Après avoir atteint le record historique de 358 millions USD en 2003, les IDE entrants au Liban ont cependant enregistré une baisse d'environ 20% en 2004. En atteignant 288 millions USD, ils ont représenté 9% (11% en 2003) de la formation brute de capital fixe du pays cette année là.

En 2004, le Liban se plaçait ainsi au 102ème rang de l'ensemble des 197 pays qui ont accueilli des IDE et, dans la région du Proche et Moyen Orient, à la

Sur la période 1995-2004, les investissements arabes au Liban totalisent 4,7 milliards USD, plaçant le pays du cèdre au 1er rang des récepteurs des investissements interarabes (17,8% du total). Dans l'autre sens, les investissements libanais dans les pays arabes s'élevaient à 73,8 millions USD en 2004 contre 130,8 millions en 2003. Ils étaient principalement orientés vers le Soudan (57%) et l'Arabie Saoudite (34,3%). Le Liban se situe à la 8ème place des pays arabes investisseurs dans la région.

11ème place très loin derrière la Jordanie (8ème place avec 620 millions USD) et la Syrie (4ème place avec 1,2 milliard USD). Avec un stock d'IDE évalué à environ 2,3 milliards USD en 2004, représentant plus de 11% du PIB du pays, le Liban se situait parmi les 15 pays du Proche et Moyen Orient au 11ème rang, derrière ses plus proches voisins la Syrie (12,5 milliards USD) et la Jordanie (3,5 milliards USD).

Selon une évaluation sensiblement différente qui prend notamment en compte les investissements immobiliers, l'Institut Inter-Arabe de Garantie des Investissements (acronyme anglais : IAIGC) place toujours le pays du Cèdre au 1er rang des pays arabes récepteurs des investissements interarabes. En ayant augmenté de plus de 23% en 2004 par rapport à l'année précédente, le stock d'investissements arabes au Liban est évalué à plus de 4,7 milliards USD sur la période 1995-2004. Ces capitaux arabes ont très majoritairement été investis dans le secteur de l'immobilier et des services (85%), les secteurs de l'industrie et de l'agriculture ne recueillant que respectivement 11% et 4% du total de ces fonds.

Avec des flux sortants de 45 millions USD en 2004 (après 23 millions en 2001, 96 millions en 2002 et 17 millions en 2003), le Liban dispose d'un stock d'investissement à l'étranger d'une valeur de 611 millions USD.

II - Les investissements directs étrangers d'origine française au Liban

Selon les résultats du dernier recensement des implantations françaises à l'étranger effectué par les Missions Economiques, le Liban avec 89 implantations, occupait en 2002 la 3ème place parmi les 16 pays du Proche et Moyen Orient, derrière les E.A.U. (185 implantations) et la Turquie (168 implantations) mais loin devant la Jordanie (7ème place avec 38 implantations) et la Syrie (13ème place avec 9 implantations).

Deuxième fournisseur du Liban en 2005 avec une part de marché de 8% du total des importations de ce pays, la France y demeure un des premiers investisseurs, hors pays arabes. Selon les statistiques de la Banque de France, le Liban avec un flux d'investissement négatif de 20 millions d'euros en 2004 (contre des flux positifs de 37 millions d'euros en 2003 et 40 millions en 2002), se place au 155ème rang (48ème en 2003 et 52ème en 2002) de l'ensemble des pays destinataires de flux d'IDE français.

En 2003, avec un stock d'IDE français d'un montant de 451 millions d'euros, principalement investi dans les secteurs des services aux entreprises (41%), de l'intermédiation financière (37%) et de l'immobilier (17%), le Liban se situait au 51ème rang de l'ensemble des pays accueillant des investissements originaires de France loin devant ses plus proches voisins la Jordanie (88ème) et la Syrie (121ème).

Particulièrement importante au regard des dimensions du pays, la présence française au Liban compte près de 90 implantations, de tailles variables, ayant, pour beaucoup d'entre elles, un rayonnement régional. Si une vingtaine de ces implantations sont présentes au pays du Cèdre depuis de nombreuses années (la plus ancienne a été créée en 1921), plus de la moitié d'entre elles ont été créées durant les années 1990, juste après la fin de la guerre civile, le reste l'ayant été à compter des années 2000.

Selon la terminologie du droit français, ces implantations, qui sont principalement localisées dans la région du grand Beyrouth et qui emploient au total plus de 5.000 personnes, sont à hauteur de plus de 70% des filiales (participation française au capital supérieure à 50%) et des établissements sans personnalité juridique (succursales et bureaux de représentation), les 30% restant étant des entreprises affiliées (participation française au capital supérieure à 10% mais inférieure ou égale à 50%).

Les flux d'IDE libanais vers la France ont enregistré un flux négatif de 35 millions d'euros en 2004 plaçant le Liban au 110ème rang des pays investisseurs en France (29ème en 2003). Le stock atteignait 334 millions d'euros fin 2003 (30ème place), investi à hauteur d'environ la moitié dans le secteur financier.

La plupart des grandes banques et assureurs français sont implantés (Axa, Agf, BNP Paribas, Prédica, Scor, Société Générale et Sogecap). Aux Côtés de groupes implantés pour la réalisation de grands travaux (Degremont, Ondeo et Otv) ou la gestion de leur circuit de distribution (Aventis, L'Oreal, Pierre Fabre, Renault, Schneider, Somfy, Total), quelques entreprises industrielles (Air Liquide, Nexans, Paralu) et de nombreuses entreprises de services (Accor, Air France, Cma-Cgm, Euro Rscg, Ipsos, Publicis, Sdv Groupe Bolloré, Sodexho, Veolia Transport) notamment dans les domaines du contrôle technique (Apave, Bureau Veritas, Bivac et Socotec) et des technologies de l'information (Alcatel, Atdi, Bull, Globecast, Integro, Sab Méditerranée, Thales et Unilog) sont aussi présentes

En raison de l'attentisme lié à la dégradation de la situation politique qui prévaut actuellement, la présence française au Liban n'a pas connu d'évolution majeure au cours de ces 2 ou 3 dernières années si ce n'est le désengagement partiel ou le retrait total du pays de certaines sociétés dont notamment France Télécom.

Sauf nouvelle dégradation de la situation régionale, la croissance des IDE d'origine arabe dans le secteur de l'immobilier à vocation résidentielle ou touristique devrait perdurer. Dans les autres secteurs, une accélération de la tendance haussière n'est raisonnablement envisageable, à court terme, qu'à la condition expresse que les autorités libanaises puissent mettre un terme à la situation d'attentisme qui prévaut actuellement dans le domaine économique et qu'elles traduisent enfin dans les faits, et en toute transparence, leur programme de privatisation.

Pour en savoir plus

Les publications sectorielles ou thématiques de la ME de Beyrouth, les conditions d'abonnement à la lettre d'information mensuelle « La lettre de Beyrouth » ainsi que le catalogue des services et prestations rendus aux entreprises par les Missions Economiques sont consultables ou téléchargeables sur le site :

www.missioneco.org/liban

Adresses utiles

- Mission économique de Beyrouth

Tél : +961 1 42 01 50 – Fax : +961 1 42 01 57 – www.missioneco.org/liban

- CNUCED

Tél : +41 22 917 5809 - Fax : +41 22 917 0051 – www.unctad.org

- Banque de France

Tél : +33 1 42 92 39 08 – Fax : +33 1 42 92 39 40 – www.banque-france.fr

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de BEYROUTH (adresser les demandes à beyrouth@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur :

Mission Économique
Adresse : Espace des Lettres
Rue de Damas
BEYROUTH, LIBAN
LIBAN

Rédigée par : Benoit FILLE
Revue par : Jean-Paul DEPECKER

Version originale du 10/06/2006